

<https://snetap-fsu.fr/Orleans-Occupation-de-la-DRAAF-Centre-les-personnels-des-lycees-agricoles.html>



Orléans - Occupation de la DRAAF Centre, les personnels des lycées agricoles restent mobilisés.



- En Région -

Date de mise en ligne : mardi 25 septembre 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le maintien des options exigé - Colère dans les lycées agricoles

La République du Centre (Loiret) 15/09/2018 - Philippe Abline.

Les actions menées depuis février ne donnant rien, des enseignants d'établissements agricoles syndiqués au Snetap-FSU se sont invités, hier après-midi, à la direction régionale de l'Alimentation, l'agriculture et la forêt, à Orléans.

L'objet de cette action était de protester contre la suppression d'options facultatives dans les établissements de la région (sept dont un dans le Loiret, Le Chesnoy, dans le Montargois, accueillant, au total, 4.000 élèves).

Les lycées agricoles sont gérés par le ministère de l'Agriculture et celui-ci, selon la FSU, devrait demander à la direction régionale de supprimer 1.000 heures d'enseignement.

Les options sont des « produits d'appel ».

« Est-il vraiment utile de supprimer 1.000 heures sur un total de 262.000 ? », s'interroge Alain Gidelle, secrétaire régional adjoint SnetapFSU. « Les options facultatives sont des "produits d'appel" lors de nos portes ouvertes », souligne Florence Andres, enseignante à Tours-Fondettes, où les options Patrimoine et viticulture-oenologie pourraient être amputées. Au Chesnoy, les deux heures d'équitation hebdomadaires pourraient se transformer en 1 h 30, or, cette option facultative, comme toutes les autres, peut donner des points au bac.

Intervention auprès des parlementaires dès février 2017, pétitions, blocage des Fondettes mardi dernier, grève à Chartres La Saussaye... n'ont rien donné. Un rendez-vous a enfin été obtenu au ministère, le 26 septembre prochain.

Jean Roch Gaillet, directeur de la Draaf, a reçu la délégation. Il admet que les options, pas aussi présentes dans les autres régions qu'en Centre Val de Loire, ont un intérêt mais il ne connaît pas encore le volume horaire dont il disposera et ne peut donc pas rendre des arbitrages. Ce qui semble acquis, en revanche, est le maintien des sections européennes, auxquelles tient la Région.

Défense des options : les lycées agricoles restent mobilisés

La Nouvelle République (Indre-et-Loire) 19/09/2018

La récente rentrée scolaire a été fortement perturbée dans les lycées agricoles de la région Centre-Val de Loire. À l'Agrocampus de Tours-Fondettes comme ailleurs, les enseignants se sont mis en grève une journée pour protester contre la réduction des dotations horaires pour l'enseignement des matières facultatives. **Un millier d'heures de cours ont été supprimées à l'échelle de la région, soit un tiers des volumes horaires par établissement.**

Les syndicats d'enseignants restent mobilisés pour dénoncer cette situation. Vendredi dernier, une délégation d'une vingtaine de personnes - dont plusieurs représentants tourangeaux - a envahi la Direction régionale de l'agriculture, à Orléans, pour dénoncer le refus de dialogue de la direction générale et du ministre de l'Agriculture. «

Cette nouvelle fin de non recevoir n'entame en rien notre détermination » indiquent les acteurs de l'enseignement agricole qui ont bien l'intention d'interpeller Stéphane Travert sur le sujet lors d'une rencontre intersyndicale le 26 septembre.

Les lycées agricoles en crise faute de moyens.

La Nouvelle République (Loir-et-Cher) 20/09/2018

Les enseignants des lycées agricoles de la région se mobilisent pour dénoncer le manque de moyens à cette rentrée. Vendredi dernier, une vingtaine de membres du Snetap-FSU, syndicat majoritaire dans l'enseignement agricole, se sont invités au siège de leur tutelle, la direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt, à Orléans et ont été reçus par le directeur. Motif de la grogne, la suppression, à la rentrée d'un volume de 1.000 heures d'enseignement optionnel. « Chez nous il s'agit d'heures qui étaient consacrées à la découverte d'exploitations agricoles, et que nous ne pouvons plus assurer », précise Adrien Plouchart, enseignant et délégué syndical au lycée professionnel de Montoire-sur-le-Loir. Tous les établissements sont dans la même situation. A Vendôme par exemple, l'option hippologie n'a pas pu être proposée aux nouveaux élèves et à Châteauroux, le nombre d'heures d'options hebdomadaires a été réduit.

Plusieurs actions ont été engagées depuis le printemps dernier - grève, boycott des surveillances des examens, blocage d'un centre de correction, etc. Mais elles n'ont rien donné. « Il n'y a pas de discussion au ministère, on nous oppose une fin de non-recevoir », ajoute Adrien Plouchart. Les enseignants vont maintenant attendre le résultat de cette nouvelle entrevue avant d'envisager d'autres actions s'ils ne sont pas entendus. Pour eux, **le risque est d'assister sous peu à des fermetures de classe, voire à la disparition pure et simple de certains établissements.**